

GRIN, Gilles. **L'Europe dans le monde**. *Schweizerische Gesellschaft für Aussenpolitik – Association suisse de politique étrangère, Kolumne*, mai 2019. Internet : <https://www.sg-aspe.ch/leurope-dans-le-monde/>

L'Europe dans le monde | Gilles Grin

Le monde fait face à un changement fondamental. Les États-Unis se concentrent sur « l'Amérique d'abord » et la concurrence avec la Chine et la Russie s'intensifie. Qu'est-ce que cela signifie pour l'Europe ? Il en a été question fin mars à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Un monde en profonde mutation

L'ordre international change et la Pax Americana remontant à 1945 est remise en question. La fin de la guerre froide a retiré à l'Europe sa centralité pour les États-Unis, dont la politique a été recentrée en direction de l'Asie. Une mêlée pour le pouvoir global a pris le relai d'une forme d'hégémonie américaine. On assiste à un certain repli des USA, or l'histoire montre qu'il est difficile de gérer d'une façon ordonnée le repli d'une grande puissance. Pour autant, les USA ne sont pas en déclin et ne se coupent pas des autres. On assiste en fait à une forme de transformation de leur rapport au monde vers davantage de polarisation. La guerre d'Irak et la crise financière ont remis en question le rapport américain à l'exceptionnalisme. Tant le président Barack Obama que son successeur Donald Trump ont souhaité relativiser l'usage de la puissance américaine. Les États-Unis exigent de leurs alliés européens un meilleur partage des coûts de défense. Des disputes commerciales ont éclaté récemment et le protectionnisme se développe. Le multilatéralisme est remis en question. Le progrès technologique se poursuit avec ses profonds effets polarisants au sein des sociétés. On assiste aussi à un grand défi environnemental et à une crise de la gouvernance globale. Un peu partout, l'ère du temps est au choc entre les forces de l'ouverture et celles du repli.

La compétition entre grandes puissances est de retour, en particulier entre les États-Unis, la Chine et la Russie. Le nationalisme prospère et une insécurité globale se développe. La Chine et la Russie présentent des modèles plus autoritaires que ceux de l'Occident. La Chine a acquis une force de frappe énorme en termes d'investissements, comme son initiative des nouvelles routes de la soie le montre bien. L'Asie est le continent de la géopolitique où beaucoup de tensions règnent. On assiste aussi à une résurgence du nationalisme russe. L'Ouest est vu comme décadent dans le pays aux onze fuseaux horaires et un sentiment de grande déception envers l'Union européenne s'y est développé depuis un peu plus d'une dizaine d'années. Une nouvelle course aux armements nucléaires menace entre les deux superpuissances de la guerre froide. La relation européenne avec le Proche-Orient et l'Afrique du Nord est dégradée en comparaison avec les espoirs exprimés au moment du lancement du processus de Barcelone en 1995. De dures crises et beaucoup de désillusions ont touché cette région limitrophe de l'Europe.

Les limites de l'Union européenne comme acteur global

La monnaie unique lancée il y a 20 ans représente un lien symbolique fort entre Européens et le possible passage vers une véritable union politique. L'euro est un facteur de stabilité ayant permis à l'Union européenne de mieux traverser la grave crise de 2008 née outre-Atlantique. Il représente un gage qui contribue à l'indépendance politique de l'Union. Cette dernière a développé depuis 25 ans une politique étrangère et de sécurité commune

dans le sillon du traité de Maastricht. Dans certains domaines, les Européens parlent d'une voix. À titre d'exemples, ils ont établi un régime de sanctions envers la Russie suite à l'annexion de la Crimée en 2014 et ils ont grandement contribué à la négociation d'un accord nucléaire avec l'Iran en 2015. L'UE a développé une nouvelle architecture institutionnelle avec un statut rehaussé de son Haut représentant en 2009 et la création l'année suivante du Service européen pour l'action extérieure. Dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, l'UE a lancé à partir de 2003 une trentaine de missions de sécurité extérieure, contribuant à la stabilisation de son voisinage. Avec le traité de Lisbonne, l'UE s'est dotée de clauses d'assistance mutuelle et de solidarité entre ses membres. Les dépenses de défense des États membres de l'Union placent cette dernière au deuxième rang mondial, derrière les États-Unis mais devant la Chine.

Le problème cependant est le fractionnement des dépenses et les duplications entre pays. Les visions et les valeurs partagées des Européens sont limitées. Il reste des traces mentales de la division du continent durant la guerre froide et la mémoire partagée fait défaut. Des perspectives antagonistes sur la dimension nucléaire militaire sont notoires. Le manque de culture stratégique commune et d'autonomie stratégique européenne est criant. Les diverses crises internes récentes ont conduit à une forme d'introspection et de renfermement. Les principaux États membres de l'UE sont, pour des raisons diverses, en situation de faiblesse. On ignore encore le statut futur du Royaume-Uni vis-à-vis de l'UE. La souveraineté européenne est bloquée par les sensibilités des États membres et la PESC reste d'essence intergouvernementale. Les tendances nationalistes et populistes constituent un frein supplémentaire à l'émergence d'une Europe unie dans le monde. Le risque existe clairement que l'UE soit victime des tentatives de division (« divide and rule ») des autres puissances avec une dépendance énergétique envers la Russie, une dépendance économique (incluant les investissements) envers la Chine et une dépendance sécuritaire envers les États-Unis.

Le continent africain devrait voir sa population doubler d'ici 2050. Mais ses pays seront-ils en mesure d'offrir un avenir décent à leur jeunesse ? De cela dépendra dans une importante mesure le degré de pression migratoire sur l'Europe. L'expérience des dernières années montre à quel point les États européens sont touchés à des degrés variables par cette pression qui remet en cause leur cohésion. Notre continent est aussi touché par le vieillissement démographique qui rend nécessaire l'arrivée de forces nouvelles. Le besoin toutefois ne garantit pas l'acceptabilité sociale.

Vers une nouvelle dynamique européenne ?

Dans un monde en profonde mutation et au vu de ses propres limites comme acteur global, l'Union européenne se trouve à la croisée des chemins et à un carrefour stratégique. Selon les sondages, le soutien populaire à l'Union atteint un niveau record. Beaucoup d'Européens pensent que l'UE doit développer sa politique étrangère et de sécurité commune pour parler d'une même voix sur la scène internationale. Une coopération structurée permanente en matière de défense a été établie en 2017 à vingt-cinq (sans le Royaume-Uni, le Danemark et Malte). De nouveaux instruments sont développés, comme un Fonds européen de la défense. L'UE doit consolider la zone euro et se faire entendre dans les enceintes financières internationales. Une culture stratégique commune doit être développée et l'UE doit disposer d'une capacité d'intervention propre. Le défi cependant est de savoir comment créer une cohésion européenne au vu des différences entre États et

des différences de sensibilité nationale. Les Européens doivent entreprendre le voyage collectif leur permettant de relever le défi de leur autonomie stratégique. Il existe une conscience croissante de cette nécessité sur le continent et le débat a été amorcé au sein de l'UE. L'application de la méthode communautaire, déjà prônée par Jean Monnet il y a plus de 50 ans, peut être vue comme un gage de succès, mais des réticences nationales, parfois fortes, demeurent. L'Union doit aussi faire émerger une culture démocratique encore plus forte avec une société civile transnationale mieux structurée.

Une vision stratégique à long terme doit être développée. L'Europe a besoin de plans de contingence. Les divers instruments d'action, de type économique et politique, requièrent une utilisation synergique. L'UE doit mieux utiliser son pouvoir commercial et économique ainsi que ses moyens financiers. Les valeurs naturellement, mais aussi les intérêts partagés, sont importants pour guider les Européens qui ont besoin de connaître leurs capacités et de les exploiter à leur plein potentiel. En fonction des évolutions sécuritaires des États-Unis et de la place que ces derniers entendront conserver à l'OTAN, l'UE aura la tâche d'éviter l'installation d'un vide sécuritaire en Europe. Le défi de la concurrence systémique de la Chine doit être relevé. Il convient de collaborer avec l'Empire du Milieu lorsqu'il existe des intérêts partagés comme c'est le cas en matière de climat ou au sein de l'Organisation mondiale du commerce. L'attitude à adopter face à une Russie disruptive est particulièrement complexe : comment ne pas transiger sur les grands principes et proposer des voies d'avenir ?

Gilles Grin est docteur en relations internationales, directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et chargé de cours à l'Université de Lausanne. Ses propos n'engagent pas ses institutions d'affiliation. La Fondation Jean Monnet pour l'Europe a organisé les 28-29 mars 2019 à Lausanne un colloque international sur le thème de l'Europe dans le monde, qui peut être intégralement visionné à [l'adresse](#).